



Congrès D'étape

Les débats et les éléments sur la résolution adoptée par les communistes de Loire-Atlantique

P 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 894

17 juin 2010

prix: 0,70 €

Unitaires



Les communistes rassemblés dans les luttes et dans l'action vers un pacte d'union populaire

■ Europe

Cure d'austérité pour les différents pays européens : la saignée des politiques sociales

P 2

■ Carquefou

Goss, Trelleborg, Aviatube, les salariés trinquent

P 5

■ Football

A l'occasion de la coupe du monde de football NLA chronique histoire de foot de Paul DIETSCHY

P 6

■ Montoir de Bretagne

Françoise LASTENNET présente les actions qu'elle met en place pour favoriser la citoyenneté sur sa commune



P 7

■ Retraites

Les différentes initiatives organisées contre la réforme des retraites sur le département

P 8

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Déclaré coupable



Ses amis peuvent bien dire que Brice Hortefeux a fait appel à sa condamnation, les faits sont là, la justice s'est prononcée sans aucune ambiguïté ; le ministre de l'intérieur a bien utilisé des propos racistes que la loi réprime. « *Est-ce possible de laisser la police républicaine sous la responsabilité d'un ministre condamné pour injures raciales* » se demande légitimement la gauche de notre pays.

Vert fadasse

Tristes images que celles de Daniel Cohn-Bendit et Cécile Dufflot s'envoyant au visage invectives sur invectives devant les caméras lors de leur dernière réunion nationale. Mais au-delà de cette pauvreté intellectuelle, ce sont les questions de stratégies qui sont posées. Que choisir pour l'avenir du mouvement écologique, le centre gauche ou la gauche, c'est bien là toute la question pour aujourd'hui et... 2012...

Trop révolutionnaire

A entendre notre garde des sceaux, ce sont les jurés populaires, c'est-à-dire les citoyens qui doivent être guillotins. Par soucis d'efficacité, Michèle Alliot-Marie envisage en effet de supprimer ces juridictions d'assises issues de la révolution française. **Nul doute que tout ce qui peut être révolutionnaire ou populaire irrite** cette bourgeoisie de notre temps au point d'accélérer les réformes élyséennes à tout prix.

Tout doit être sous contrôle

En proposant la création d'une nouvelle instance européenne décisionnelle de la zone euro, notre ministre de « l'économie » vise avant tout à établir un QG de contrôle strict et total sur l'ensemble des finances des pays de la zone euro. C'est ainsi que les états se verraient suivant, Christine Lagarde, en obligation d'appliquer les plans d'austérité et de réduction des dépenses publiques décidés bureaucratiquement ailleurs que chez eux. Quelle belle démonstration de centralisme et d'autoritarisme Madame La garde...

Insolente impunité

Mais combien de temps encore les instances internationales et la France vont-elles laisser l'Israël dicter ses lois et imposer ses choix contre le peuple palestiniens ? **La paix passe par la condamnation du terrorisme d'état israélien et par la fin des mesures inhumaines** qui frappent les 1,5 millions de Gazaouis appauvris. La pression internationale, avec les peuples, doit prendre une nouvelle dimension.

Point de vue

Par Aymeric SEASSAU

Unité, rassemblement et ambition. Voilà quelques mots qui résument l'état d'esprit des communistes après leur 39ème congrès départemental préparatoire au congrès d'étape national qui aura lieu en fin de semaine à la défense. Unité parce que les communistes ont eu à cœur de dépasser ensemble les divisions qui sont apparues à l'occasion des élections régionales. L'unité oui, mais pas à tout prix, pas en rabaisant sur les enjeux du moment. Ce sont les dynamiques de rassemblements qui ont occupé la plus grande place des débats. Rassemblements dans l'action pour imposer dès aujourd'hui les reculs au gouvernement de nature à chasser au plus vite du pouvoir Sarkozy et sa clique de possédants. Mais là encore, il ne suffira pas de rassembler. Il faut inscrire dans la bataille d'idées les propositions transformatrices dont notre peuple a besoin, permettre leur élaboration collective et leur appropriation par le plus grand nombre. Nous voulons aller vers la rédaction d'un pacte d'union populaire capable de desserrer l'étau qui empêche la gauche de reprendre le pouvoir en raison d'un double renoncement. Celui d'une gauche dite radicale qui se refuse à gérer comme celui d'une gauche gestionnaire qui se limite à accompagner en réformant à la marge un capitalisme à bout de souffle qui plonge l'économie mondiale dans une récession durable. **Ce chantier est devant nous, il définit l'ambition des communistes et l'ampleur du défi à relever.** Le rassemblement en Loire-Atlantique de l'ensemble des forces de gauche autour d'une plate forme exigeante pour la défense des retraites témoigne des

« des rassemblements dans l'action pour faire reculer le gouvernement et chasser au plus vite du pouvoir Sarkozy et sa clique de possédants »

possibles. Mais dans le même temps, le soutien persistant du PS et d'Europe Ecologie à la construction Européenne libérale jusqu'au soutien au terrible plan d'austérité mis en œuvre en Grèce, témoigne des difficultés à venir.

Alors oui, il y a urgence à faire bouger

les lignes à gauche et à ouvrir une grande confrontation citoyenne et populaire avec les forces d'argent dans les luttes

politiques et sociales, dans l'action !

Cette démarche, bien au-delà des forces organisées actuellement dans le Front de Gauche, s'adresse à toutes celles et tous ceux qui veulent ouvrir un nouveau chemin d'espoir à gauche. Les communistes sont déterminés à y contribuer, en inscrivant dans le débat leurs propositions et en travaillant à la transformation de leur parti. **Le parti communiste doit changer, le parti communiste va changer, c'est une nécessité. Pas pour lui-même, mais bien parce qu'un Parti communiste français transformé, ouvert, rassembleur, renforcé, au service du monde du travail et des familles populaires peut être un des éléments moteurs du changement.** L'Histoire de France en témoigne, il reste à écrire de nouvelles pages de conquêtes politiques et sociales de nature à relever les défis du XXIème siècle.



L'austérité, l'austérité...

L'austérité, l'austérité, encore l'austérité... D'un bout à l'autre de l'Europe les mêmes recettes libérales d'un capitalisme en crise produisent les mêmes effets. L'exemple vient par la Grèce sacrifiée sur l'autel du profit : fin du 13ème mois pour toute une catégorie de fonctionnaires, plafonnement pour les autres, économies sur les investissements publics, 2 points de plus pour la TVA qui passerait à 23 %, hausse sur la plupart des taxes. En Espagne, ce sont les fonctionnaires qui ont du descendre dans la rue pour protester contre la baisse de leurs salaires, 5 % en moyenne, mesure prise pour « contribuer à réduire les déficits publics de 15 milliards d'euros d'ici

à 2011 ». En Allemagne, un plan de rigueur d'une ampleur inédite prévoit 80 milliards d'euros de coupes d'ici à 2014 ce qui implique la suppression de près de 15 000 postes de fonctionnaires, des coupes dans les allocations familiales, aux chômeurs ou encore l'aide au logement. De son côté, le nouveau gouvernement britannique annonce la couleur : « les décisions que nous prenons vont toucher tout le monde dans notre pays ; et les effets vont durer des années, peut être des décennies ». C'est le 22 juin que le gouvernement Cameron entend annoncer son plan de « purges » sur le budget !

A la manœuvre, les ministres de l'économie et des finances de l'Union européenne ! Les vingt-

sept se sont réunis la semaine dernière à Luxembourg afin de durcir les règles budgétaires.



taires. En conditionnant les « aides » apportées aux Etats (750 milliards d'euros), les ministres prévoient rien moins qu'un durcissement du pacte de stabilité qui contraint les finances publiques. Cela passe notamment par un « gouvernement économique de la zone euro ». La fuite en avant libérale sur le marché du travail est de mise. Outre l'austérité budgétaire, l'austérité



salariale est recommandée, au motif de « réduire les déséquilibres ». Le comble est que, dans le même temps, l'Union européenne entend se doter d'objectifs de réduction de pauvreté afin de parvenir à extirper 20 millions de personnes de la pauvreté d'ici 2020 ! Est-ce bien compatible avec une construction européenne qui se refuse à mettre en cause le dumping social et fiscal ainsi que la libéralisation des services publics ? Poser la question est déjà y répondre.

De vous à moi...

Au moyen âge, on brûlait sur la place publique tout suspect de sorcellerie sans beaucoup d'autres procès. Aujourd'hui, on ne brûle plus en place de Grève, mais l'on juge celui qui serait coupable d'avoir vendu pendant des mois et des mois un billet de vingt euros, vingt cinq euros au cœur d'une grande banque, celui qui aurait répondu avec zèle à la dure loi des marchés, celui qui aurait au final fait « perdre » 4,9 milliards d'euros à sa banque, la Société Générale. Mais qui est coupable le trader ou le système ? Loin de moi l'idée de défendre cette profession inutile et nuisible mais le coupable est cité, comme l'est cette nouvelle invention : Les agences de notation qui font la pluie et le beau temps au dessus de toute loi. Ces nouvelles officines qui imposent leurs dictats aux nations, aux entreprises comme la SNCF, qui décident des conditions de leur financement, de leur existence, de leurs capacités à emprunter, des taux qui leur seront pratiqués, de leur solvabilité comme pour la Grèce.

Notre monde est fou, ne tourne vraiment plus rond.

Va-t-on continuer à tolérer, à accepter que quelques hommes dirigent le monde de quelques bunkers situés on ne sait où, en dehors de tout contrôle démocratique, de tout respect des hommes qui eux, vivent de leur travail et produisent les richesses.

Quelles dérives, quelle déchéance, quelle connerie que ce monde libéral qui se dit moderne mais qui nous fait avant tout, c'est sûr, marcher en arrière...

Y.C

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Retraites : Les organisations syndicales débattent

Le 3 juin dernier, devant 200 personnes, la CGT, FSU, Solidaires et FO ont ensemble débattu des propositions et de la forme des combats à mener pour faire reculer le gouvernement sur la réforme des retraites.

L'ensemble des syndicats présents à cette soirée se sont entendus sur la nécessité de préserver le système par répartition. Pour Bernadette GROISON de la FSU il est possible de « rechercher de nouvelles ressources mais le gouvernement n'en veut pas ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les négociations avec les organisations syndicales sont menées dans l'urgence, une « urgence infondée qui n'a rien à voir avec la question des retraites » mais plus avec la volonté de casser le système social français insiste Philippe LATTAUD de la CGT.

Le rôle des syndicats, pour mobiliser la population, est de montrer que d'autres solutions existent que celles proposées en plus haut lieu et de « déconstruire la propagande gouvernementale » selon Pierre KHALFA de solidaire.

Reste la question des modalités d'action. Si pour FO l'unité devient caduque si l'ensemble des revendications syndicales ne sont pas en tous points similaires, cette préoccupation de l'unité est pourtant partagée par le reste des organisations présentes lors du débat. Seule une unité la plus large possible doit permettre de fédérer sur des objectifs communs. D'autant que comme cela a été rappelé par les intervenants : « L'enjeu des retraites dépasse les retraites elles-mêmes », c'est une question qui relie « l'ensemble des problématiques sociales : emploi, salaire... ». Le rendez-vous est donné le 24 juin dans les rues de France !

Trente cinquième congrès

■ Unité des communistes

Les communistes de Loire-Atlantique ont, le week-end dernier, tenu leur conférence fédérale dont l'essentiel a été d'évaluer les orientations prises lors du dernier congrès et les possibles transformations du PCF.

Lors de son introduction, Michel Rica a tenu à ce que ce congrès soit l'occasion de dépasser la période de conflit né des élections régionales. Ce fut chose faite !

Rassemblés contre la droite, rassemblés contre les effets dévastateurs de la crise du capitalisme, tous pointent du doigt l'actualité et la pertinence du communisme et des idées communistes dans cette période.

La discussion générale, l'échange autour des deux textes soumis aux communistes, s'il se sont traduits par une lecture différente de la période électorale passée n'ont pas moins incarné la volonté d'avancer, de mobiliser, de riposter aux attaques portées par le Medef et le gouvernement dans des rassemblements les plus larges possible.

Cette question de la mobilisation c'est aussi celle de l'orga-

nisation du parti communiste, de la manière dont il porte son discours et ses idées dans les quartiers, les entreprises comme au cœur des luttes ou dans les institutions. La question de son rayonnement et de sa proximité ont également traversés les débats.

Après avoir longuement échangés les délégués des sections ont massivement adopté le projet de

résolution issu du travail de toutes les conférences de section (65 voix pour, 1 contre et 2 abstentions).

Cette résolution défend l'idée que « l'urgence est à la construction dans l'action collective d'un après capitalisme » et que les communistes souhaitent « participer activement à tous les fronts de lutte et d'action de nature à faire reculer le gouvernement ». Bien que constatant les difficultés à faire converger toute la gauche pour faire face à la crise -en vertu du soutien d'EE et du PS à une construction européenne soumise aux dogmes libéraux- ils tiennent à ne pas figer les divisions à gauche et à être parti prenante de



constructions unitaires dès que l'enjeu l'exige. Ils souhaitent écrire une nouvelle page de leur démarche de front

initiée depuis les européennes. Si cette démarche a pu représenter un espoir ils coïncident qu'elle est pour le moment trop limitée à une fange politisée de la population. Ils souhaitent travailler à la construction, avec le peuple et les forces politiques de Gauche à l'élaboration de « contenus et de propositions pour sortir de la crise » et « participer à l'élaboration dans des ateliers ouverts d'un pacte d'union populaire ». L'essentiel étant de mettre les idées au premier plan.

Ils constatent aussi l'effort nécessaire de novation idéologique qui passe notamment par un accueil des nouveaux adhérents et par un effort de

formation en direction des communistes.

Aussi, il a été décidé de faire un état des lieux de la structuration du Parti dans le département afin de favoriser le militantisme de proximité.

Faire vivre la démocratie et la souveraineté des adhérents est aussi une priorité réaffirmée.

En toute fin de congrès les délégués ont renouvelé le conseil départemental (Après deux départs, Robin SALE-CROIX membre du conseil national de la JC et Erwan AUTES de la section de Saint-Nazaire font leur entrée au CD). Ce renouvellement est bien sûr marqué par le départ de Michel Rica de ses fonctions de Secrétaire départemental (voir l'Article ci-dessous) et de son remplacement par Aymeric SEASSAU.

■ Congrès d'étape : la section de Nantes accueille Pierre Laurent



alliances, mais bien réfléchir au projet de gauche pour sortir de la crise ». C'est sur la base d'un projet de rupture, mis en débat dans toute la gauche que nous pourrions avancer et faire bouger les lignes. Pour cela, il faut mesurer « que la

gauche française n'est pas coupée en deux comme nos partenaires le disent »

Insiste encore Pierre Laurent. Autre enjeu évoqué : comment faire vivre notre projet dans la société. La population attend des réponses face à la crise du capitalisme qui s'abat sur elle.

« Il faut faire en sorte de redonner goût à la politique, de construire un espace commun, des lieux de parole » dans lesquels puisent s'inscrire les citoyens qui nous seraient proches. Etre de la construction de ces espaces, nécessite selon le futur secrétaire national, de remettre le parti dans la société, mais également de se donner les moyens d'être

une force de riposte et surtout, de propositions. Un exemple à poursuivre, comme cela a été souligné lors du débat, le rassemblement politique en cours dans notre département au sujet des retraites.

Une chose est sûre pour Pierre Laurent « la gauche a besoin du PCF pour gagner en 2012 ».

■ Merci Michel !

Lorsque Michel a annoncé son souhait de quitter ses responsabilités de secrétaire de la fédération, il en a tout de suite donné les raisons : il n'y avait aucune raison politique ou de lassitude à cette

lourde responsabilité, il considérait à juste titre que le moment était venu et propice pour « passer la main » et laisser la place à une nouvelle génération. Ce choix l'honore et montre son sens profond de responsabilité. Par cette décision, Michel manifestait la marque du militant qu'il a été à la tête de la fédération depuis près de huit ans : humilité, esprit de responsabilité et souci de l'avenir.

Il avait pris la tête de la fédération dans des conditions difficiles suite à la disparition brutale de Jean René Teillant. Il avait été durement marqué comme nous tous par ces conditions ni voulues ni prévues.

Durant ces huit années Michel n'a jamais voulu imposer. Il a toujours cherché par le débat et la confrontation d'idées à convaincre, à rassembler, à aller de l'avant. Son esprit de dirigeant, dans des conditions politiques parfois difficiles, a toujours été marqué par la fraternité et la convivialité, ne laissant rien au hasard, ni à

l'improvisation.

Salarié d'une entreprise de commerce de métaux puis laborantin dans l'éducation nationale, issu de milieu ouvrier, Michel a grandi en

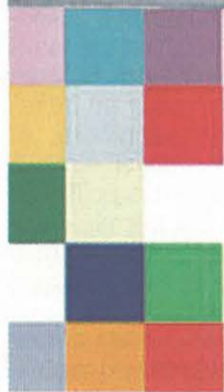
assumant de nombreuses responsabilités. Des jeunes communistes à la section de Nantes, en passant par différentes responsabilités à la fédération pour en devenir le premier secrétaire, et dirigeant national, il aime à montrer comment la politique, son parti lui ont permis d'acquiescer un savoir, et être le militant reconnu et apprécié qu'il est aujourd'hui.

Ce choix de Michel de quitter ses principales responsabilités à la fédération ne l'empêchera pas de rester un militant du parti dans notre département, d'abord au conseil départemental mais aussi comme élu à la mairie de Nantes.

Michel va continuer de travailler au service du parti. Nous lui souhaitons sincèrement et très fraternellement autant de réussite que dans notre fédération. Nous lui disons merci pour tout ce qu'il a apporté, qu'il soit fier de son engagement et de ses résultats même si nous savons que Michel n'est pas homme à cultiver son égo.



www.mairie-saintnazaire.fr




Saint-Nazaire



Insertion Publicitaire
Contacter NLA
Publicité
41, rue des olivettes
02 40 48 56 36
nlapublicite@orange.fr

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Echos de luttes

Malaise dans la police municipale : 350 policiers, venus de Bretagne et des Pays de La Loire ont manifesté le 1er juin pour une revalorisation des carrières des agents de la catégorie C, une prise en compte de la dangerosité et de la pénibilité de leur métier, une prise en compte de la prime de service soit prise en compte dans le calcul de la retraite, après ceux de Nantes le 28 mai.

Grève régionale, fin mai, chez **Veolia eau et manif à Rezé** pour de meilleures conditions de travail, et contre l'augmentation des salaires réduite à 0,6% cette année.

Grogne dans le centre pénitencier de Nantes ce début juin : en 2009, le centre a généré 59000 heures supplémentaires. L'administration a réduit et fixé un quota pour 2010 de ... 38000 heures. Si les agents dépassent ce seuil, ils ne seront pas payés ! En décembre dernier, ils manifestaient déjà pour être payé de leurs heures supplémentaires. Economie encore ! Rappelons que 120 agents surveillent 410 détenus.

Inquiétude des conseillers d'orientation sur le devenir de leurs missions : à l'appel du SNES-FSU et la CGT, une quarantaine d'entre eux l'ont manifesté le 4 juin à Nantes. L'état a supprimé 1000 postes depuis 2004 et ne renouvelle plus qu'un conseiller partant à la retraite sur 6.

Menace de grève écartée chez le **transporteur de voyageurs par cars, Keolis Atlantique**, qui travaille pour le compte des collectivités (Lila par ex.) : la direction a fait des avancées en matière de négociations salariales. La hausse des salaires est passée de 0,9 à 1,7% ainsi que des avancées sur les conditions de travail.

Les oubliés de la protection sociale, ceux de la Mutualité Sociale Agricole (MSA), ont organisé le 20 mai une journée caisses mortes avec des débrayages dans les caisses de la MSA. Ils entendaient dénoncer les conditions de travail, le manque de démocratie sociale et obtenir une négociation salariale digne de ce nom.

Le 3 juin, une centaine de salariés de la polyclinique de l'Atlantique à St-Herblain ont dénoncé la recherche d'optimisation totale, des modifications de planning au dernier moment ou des changements de service... Ils demandent en même temps une augmentation de salaire. Les négociations salariales prévues en fin d'année sont avancées ce mois-ci. La direction craint sans doute que le mouvement de leurs collègues de Montpellier en grève depuis près de deux semaines ne fasse tache d'huile.

Près de 20% des agents du pôle emploi ont fait grève le 8 juin, dénonçant « la destruction du service public ». La fusion ANPE-Assedic est un vaste cafouillage dont les demandeurs d'emploi font les frais.

Contre le grippe dans les négociations sociales et notamment sur la classification et les primes de technicités des ouvriers, les salariés de Man Diesel de St-Nazaire étaient en grève le 7 juin.

La production de l'usine **Saipol de Montoir**, le fabricant du « carburant vert », le Diester, est arrêtée. La moitié des 33 salariés sont en grève, comme deux autres unités du groupe, depuis le 31 mai pour une augmentation de salaire de +5%.

Délation chez les bailleurs

Après l'office Public de l'Habitat, Habitat 44, c'est maintenant à ICF Atlantique de dénoncer un locataire au commissariat en signalant que sa carte de séjour était périmée. La CNL44 a dénoncé ce fait. Le slogan d'ICF : « ICF, la solidarité en action. » !

Zone industrielle sinistrée

Après GOSS et ses 150 licenciements sur 180 et l'arrêt de toute production dans cette entreprise ; ce sont Aviatube, MHS et Trelleborg à Carquefou qui sont dans la tourmente.

26 postes sont menacés chez Alcan Aviatube, du groupe Rio Tinto : abandon envisagé de la ligne de production pour l'automobile, et vente du groupe à un fonds d'investissement américain.

L'entreprise MHS est en redressement judiciaire depuis décembre 2008, son sort sera connu le 7 juillet. MHS qui emploie 110 salariés fabrique et teste des puces électroniques. Deux offres de reprise sont étudiées : Atmel le retour, qui avait vendu MHS en 2005 pour 1 euro symbolique, souhaite la reprendre avec 30 salariés seulement, car elle ne reprendrait qu'une seule activité ; des anciens cadres qui eux s'engagent à préserver 66 emplois. Cette entreprise s'étend sur une dizaine d'hectares louée à une Holding Kalkalit ... qui a mis fin au bail !!

Trelleborg qui connaît un nouvel épisode dans sa restructuration : deux de ses trois unités — partie plastique et tuyaux — sont vendus à un fonds d'investissements allemand, Bavaria. 150 personnes vont rejoindre Bavaria. Trelleborg ne conserve plus que les pièces antivibratoires et soufflets soit 400 personnes. De quoi susciter des inquiétudes chez les salariés car après avoir annoncé en 2008, après 322 licenciements, un recentrage sur ces trois activités, le développement d'un « concept très innovant sur la plasturgie », la location d'une partie des surfaces de son complexe industriel qui ne seront plus utilisées... voilà qu'il se sépare d'une activité... Les PME de cette zone ne sont pas mieux loties. Comme chez 3 AXES, sous traitant de Manitou, où sur 26 emplois, dix sont supprimés. La production industrielle est vraiment mise à mal et l'emploi avec.

Sur un an, la hausse des demandeurs d'emploi s'élève à 14,2%. L'emploi intérimaire recule en février 2010 de 1,9%, en un an de 2,4%. Le chômage des plus de 50 ans s'accroît de 0,6% au mois de mars soit +23,2% en un an.



Alerte générale

Depuis début mars, des parents et professionnels de la petite enfance ont multiplié les mobilisations contre le décret Morano. Après une journée de grève le 6 mai, ils étaient encore 300 dans la rue à Nantes le 29 mai. Malgré cela, le décret relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans a été publié le 7 juin dernier. Le gouvernement scelle ainsi la braderie des modes d'accueil collectifs en inscrivant les jardins d'éveil dans le droit commun, dans le dos du monde de la petite enfance ! A suivre...

Une autre ambition

La FCPE44 est engagée depuis janvier dans la signature d'un appel national, initié par plus de 30 organisations, pour l'école publique. Lors d'une journée de mobilisation à Nantes le 5 mai, 250 personnes ont réaffirmé qu'il n'y a qu'une Ecole de la République. Lors de la manifestation du 27 mai, 260 autres ont demandé que l'effort éducatif de la Nation soit réservé au développement de l'Ecole de la Nation. Comme l'indique Mme Allain, présidente départementale de la FCPE : « il y a une forte volonté d'affaiblir le service

Nouvelle mobilisation

Après avoir porté une appréciation positive sur la dynamique de mobilisation, les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaire, UNSA de Loire Atlantique appellent à une nouvelle journée de mobilisation le 24 juin à Nantes, St Nazaire, Ancenis et Châteaubriant.

Elles considèrent que l'emploi industriel se détériore sur notre département comme ailleurs, que les très petites et moyennes entreprises subissent durement le choc de la crise économique, le gouvernement maintient le cap de sa politique comptable en supprimant de l'emploi public. Dans un contexte exacerbé par

la crise européenne, le spectre de l'austérité plane sur les salaires et le pouvoir d'achat. Toute notre protection sociale est menacée. L'offensive précipitée du gouvernement et du patronat sur les retraites présente des aspects régressifs qui ne sont pas destinés à sauver notre régime par répartition mais à l'affaiblir.

Dans notre département, la gauche répond présent. Comme ils l'ont fait le 27 mai, la Gauche Unitaire, Les Alternatifs, les Verts, MRC, NPA, PCF, Parti de Gauche, PS et UDB appellent à renforcer la mobilisation sociale contre le projet gouvernemental et à participer massivement ce 24 juin.

Syndicalisme de lutte

Les élections professionnelles ces dernières semaines montrent une percée significative de la CGT. A Carrefour, elle progresse de +12% par rapport à 2006.

Waterman, la CGT remporte tous les sièges en DP et CE du 1er collège Ouvriers/ Employés. Alors que l'effectif a diminué de 80 personnes par rapport à 2006 et après 10 jours d'un conflit sur les salaires, ce résultat est non négligeable.

Arcelor Mittal à Basse-Indre, la CGT continue à être la 1ère organisation syndicale du site avec une représentativité de 46,20%.

Chez Airbex Orvault, la CGT raffle tous les sièges en CE et obtient 3 sièges sur 4 en DP.



Initiative de syndicalisation et d'action par les territoriaux

public d'éducation au moyen de réformes successives, de discours le discréditant... et ainsi renvoyé vers le privé. La loi CARLE de 2009 en est un exemple, elle légitime le libre choix scolaire des familles. Ainsi, elles deviennent des consommateurs d'école. "C'est normal de choisir l'école de nos enfants". Or, la laïcité est importante pour la vie sociale, le vivre ensemble, l'égalité dans l'accès au savoir...". Il est indispensable de continuer à se

mobiliser contre les réformes Chatel : augmentation des effectifs par classe, suppression des RASED, fin de la scolarisation des 2 ans en maternelle... pour l'avenir de nos enfants.



Evènements, culture, idées.

Une "Histoire du football"

par Paul Dietschy

Ce livre est une somme impressionnante. Publié à l'occasion de la première coupe du monde en Afrique, il nous invite à « un voyage dans le siècle du football ». Partant d'un constat : « qu'il soit joué ou simplement regardé, le football attire et fascine », il se penche donc sur « les effets mystérieux qu'exerce le football sur les millions de ses fidèles ». Pour autant, il se tient soigneusement à l'écart de tout fanatisme ou de toute stigmatisation de la "peste émotionnelle" qui ne veut « voir dans les stades que des lieux d'aliénation fréquentés par des meutes sportives ». A vrai dire, il arbore tous les attributs d'un ouvrage universitaire classique : notes, chronologie, index, bibliographie. Sans être inconditionnel de ce sport, on peut donc en apprécier la lecture érudite, avec la distance et l'ironie qui s'attachent à ce type d'ouvrage sur un sujet qui s'avère cependant moins léger qu'il n'y paraît d'abord. Sans doute, reconnaît l'auteur, y a-t-il de la prétention à écrire une histoire mondiale, fût-ce du football. Mais le sujet est pourtant de ceux qui se prêtent le plus à un tel projet. Car « s'il est un champ historiographique en plein essor et avec lequel le football est en phase, c'est l'histoire du monde, ou histoire globale ». En "coup d'envoi", l'auteur évoque un article d'Antonio Gramsci en 1918, dans *Avanti!*,

dans lequel le futur fondateur du PCI soulignait, à propos de football, « l'hégémonie culturelle conquise par la bour-

Paul Dietschy



Histoire du football

ÉD. L'ÉCRIVAIN
PERRIN

geoisie britannique au cours de la révolution industrielle (qui reflétait la modernité économique et politique de l'Europe du Nord-Ouest). Il est vrai que l'expansion de la pratique du football exprima d'abord l'impérialisme économique britannique, notamment en Amérique latine où il fut, dès 1865, surnommé « le jeu des gringos fous ». Pourtant, l'histoire de ce "people's game" (jeu populaire) aux règles simplissimes, ne saurait se réduire à « la diffusion dans le monde d'une invention britannique ». Son histoire est aussi « celle d'une dépossession résultant d'un processus complexe et rapide d'acculturation, de métissage et

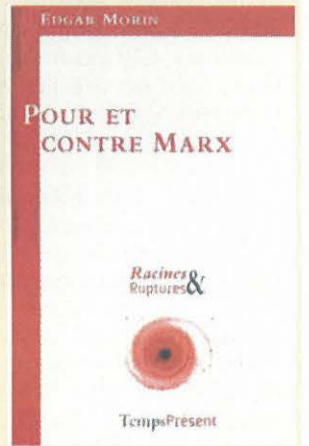
d'indignation du jeu ». D'ailleurs, « dans l'imaginaire du football (...) le pays du football et des footballeurs n'est plus l'Angleterre mais le Brésil. Et, finalement, l'histoire du football « peut se lire comme celle du déclin du Royaume-Uni au XXe siècle ». Rien n'échappe à la sagacité de l'auteur. De la naissance du jeu dans l'Angleterre victorienne, à sa première mondialisation dans l'Empire britannique. De l'extension du professionnalisme, aux premières coupes du Monde, dans l'entre-deux guerres ; de l'évolution des règles à leur influence sur les styles de jeu, voire à leur transgression, comme la "main de Dieu" de D.Maradona en 1986, en attendant celle de T.Henry en 2009 ; de "l'exceptionnalisme américain", dans lequel le soccer est marginalisé par le baseball, à "l'exception française", le football ayant peiné chez nous, comparé à la "petite reine", à devenir le sport national, mais plutôt « un religion sans foi, convenant à des agnostiques ». Les pages finales, consacrées au football contemporain, sont également très riches : la diversification des styles footballistiques nationaux (style "champagne" à la française, ou style

"samba" brésilien) ; des biographies des plus grands joueurs (Zamora, Puskas, Kopa, Pelé...) au récit de quelques parties mythiques, bien qu'évidemment pas toutes ; de la montée du "football cathodique", avec l'inflation des droits télévisuels, à la croissance des produits dérivés et de l'affairisme : avec le "moment Berlusconi" à l'AC Milan et "l'épopée ou la galéjade" de B.Tapie - « self made man à la française, hâbleur et perpétuellement bronzé » - à l'OM (1987-1993). Ainsi, « l'argent de la télévision couplé à une politique de marketing et de marchandising agressive a transformé les clubs en centres de profit » ; sans oublier le "livre noir" de la violence et des tragédies dans les stades (Heysel 1985, Hillsborough 1989, Bastia 1992), avec une typologie des différents clubs de supporters et le hooliganisme. Un gros livre à lire au rythme pré-estival du calendrier de la Coupe du Monde. Pour ne pas perdre son temps, chaque fois que des matchs trop cadencés (catenaccio), deviennent décidément longs et insipides - si loin des scores fleuves de l'entre-deux guerres - comme c'est désormais malheureusement trop souvent le cas, et risque sans doute encore de l'être pendant cette Coupe du Monde. Paul Dietschy, « Histoire du football », Coll. Pour l'histoire, Ed.Perrin, 2010, 620 p., 25 €.

LIRE

Marx : stop ou encore ?

Ce recueil reproduit cinq textes d'Edgar Morin sur Marx, initialement publiés entre 1957 et 1993. Ils sont ici remaniés et réactualisés par l'auteur, sans qu'on puisse exactement apprécier dans quelle mesure. Il tient cependant à y avancer explicitement deux choses de plus : l'examen rétrospectif des débuts de son cheminement intellectuel personnel et la prise en considération du cours actuel de la mondialisation. E. Morin reconnaît avoir été conduit dès sa formation, à considérer Marx comme un "titan de la pensée" parce qu'il a su unir philosophie, sciences, histoire, économie, sociologie, en une véritable anthropologie - non dans son sens universitaire concernant les sociétés primitives - mais comme fondement de sa pensée et de son action politiques. Pour lui, désormais, « Marx est "multiprésent", mais jamais dominant. Maître-penseur mais jamais maître de ma pensée. Ma relation à sa pensée est à la fois complémentaire, concurrente et antagoniste, c'est-à-dire complexe ». Pour lui, « il faut autant conserver Marx que le critiquer », et réciproquement, d'où le titre : "pour et contre Marx". Quant aux finalités d'une telle relecture de Marx, elles sont celles d'une "refondation anthropologique" qui peut seule permettre tout à la fois de résister, conserver et révolutionner. « Il ne s'agit plus de faire table rase pour révolutionner. Il faut conserver pour révolutionner et révolutionner pour conserver ». Dans l'incontournable paradoxe : « la révolution a besoin de conserver non seulement nos êtres biologiques, mais aussi la nature, la biosphère, la diversité du monde, les cultures qui veulent vivre, l'héritage du passé qui contient les germes du futur ». C'est l'un des grands défis du siècle, alors qu'on « ne parvient pas encore à régénérer une vie démocratique locale, régionale, à l'échelle des cités, ni à générer une démocratie au-delà du cadre national ». L'extrayant des décombres des prophéties dogmatiques du passé, Edgar Morin nous invite à renouer avec Marx, en tant que penseur de la complexité anthropologique d'un autre monde à venir. E. Morin, « Pour et contre Marx », Ed. TempsPrésent, 2010, 124 p., 14 €.



VOIR...



Exposition

L'Adresse Musée de La Poste crée l'événement à Paris avec l'exposition « Aragon et l'art moderne », présentée du 14 avril au 19 septembre 2010 dans la galerie du Messager. Un accrochage prestigieux : Signac, Matisse, Picasso, Braque, Léger, Gris, Duchamp, Chagall, Klee, Man Ray... Plus de 150 œuvres - tableaux, dessins, collages, photos, sculptures, tapisserie... Ponctué de citations d'Aragon, c'est à un voyage à travers des courants essentiels de la peinture - fauvisme, cubisme, dadaïsme, surréalisme, réalistes socialistes français et soviétiques... - auquel est invité le visiteur. Un événement à ne pas manquer à l'occasion d'un passage à Paris cet été. Adresse Musée de La Poste, 34 boulevard de Vaugirard, Paris 15ème.

MÉDIAS

Enjeux de la Numérisation

Dans sa dernière livraison, la revue la Pensée propose un riche dossier sur les enjeux de la numérisation. En ouverture, son directeur, Antoine Casanova, évoque une « nouvelle étape de l'hominisation », qui tient au fait qu'il est « devenu de plus en plus possible d'objectiver en des systèmes matériels des processus complexes (mémoire, calcul, opérations de commandes programmées, d'élaboration de symboles) des capacités intellec-

tuelles humaines ». C'est dire que la numérisation renvoie à un « immense champ de possibilités (...) pour le meilleur et pour le pire ». Le dossier est tout entier à ce niveau de réflexion, aussi loin des clichés technophobes que de la naïveté technophile. Bruno Delmas, professeur à l'École nationale des chartes, décrypte les enjeux démocratiques de la « révolution numérique » avec, en particulier, le défi de la conservation des archives. Émile Breton, chroniqueur cinéma pour l'Humanité, analyse quant à lui les bouleversements introduits par le numérique dans la production et la diffusion des films.

En août dernier, on apprenait que la Bibliothèque nationale de France (BNF) envisage de confier la numérisation de son patrimoine



à Google, avec les risques que cela comporte, tant du point de vue de l'égalité et de la liberté d'accès aux

biens culturels que de la pérennité de ceux-ci. Sur ces aspects, on lira avec un intérêt particulier les réflexions de Jean-Noël Jeanneney, l'ancien président de la BNF, et de Jack Ralite, sénateur de Seine-Saint-Denis, tous deux fermement mobilisés contre le risque d'une inféodation à Google ou toute autre entreprise privée. Un numéro de la Pensée fort utile pour entrer pleinement dans un débat de civilisation. L'Être dans l'Humanité La Pensée, janvier/mars 2010, 201 pages, 18 €. Commande : Fondation Gabriel-Péri, 11, rue Étienne-Marcel, 93500 Pantin. Chèque à l'ordre de La Pensée-FGP.

près de vous

Collectivités territoriales

Réforme : Le non du groupe communiste

Le projet de loi de réforme des collectivités territoriales a été adopté en première lecture grâce aux seuls députés UMP (à 276 voix contre 240). L'ensemble des députés de gauche ont voté contre, quelques députés UMP et le Nouveau Centre se sont abstenus. Ce projet de loi retournera en deuxième lecture au Sénat à partir du 28 juin, il pourrait définitivement être adopté en septembre. Les députés communistes ont quant à eux fustigé un projet de loi qui « *organise le délitement de la démocratie locale* ».

Pour rappel, il est toujours possible de signer l'appel de l'ADEC 44 contre cette réforme : <http://www.pcf-44.com/>

Elus de Loire-Atlantique

Solidarité avec le peuple palestinien

L'Association Départementale des Elu-e-s Communistes et Républicain-e-s de Loire-Atlantique comme le groupe communiste à la région des Pays de la Loire se sont vivement émus de l'attaque israélienne contre la flottille de six navires humanitaires partis pour Gaza. Outre la critique de cette attaque illégale et au mépris des vies humaines, ils fustigent également le blocus qui affame Gaza et réclament que cesse au plus vite les violations du droit international. A la région, les élus communistes veulent que l'institution « *s'engage dans une politique constructive de promotion d'une paix juste et durable au Proche Orient notamment avec l'élaboration de coopérations avec les collectivités palestiniennes dans les domaines de compétence de la région* ».

ADEC 44



Sauvons le FRET

Dans un communiqué de presse l'ADEC 44 dénonce la politique du gouvernement et de la SNCF en matière de fret ferroviaire. L'entreprise publique se fixe un objectif de réduction des trafics, abandonne la desserte de plusieurs territoires, se sépare de moyens humains et matériels. Ce n'est pas un objectif de croissance de la part modale ferroviaire qui est mis en œuvre, contrairement aux engagements du Grenelle, mais une perte de parts de marché au profit du routier.

L'invité

« Favoriser le développement de la citoyenneté »

NLA a rencontré Françoise LASTENNET membre du groupe communiste et adjointe de Montoir de Bretagne. Elle explique à NLA quelles sont ses missions au sein de la municipalité et les projets mis en place pour favoriser le développement de la citoyenneté.

NLA : Peux-tu présenter à nos lecteurs tes missions en tant qu'adjointe aux quartiers et à la citoyenneté ?

Françoise LASTENNET : Tout d'abord l'idée de créer la délégation sur laquelle je travaille tient au fait que les habitants des écarts de Montoir avaient le sentiment d'être un peu isolés, de ne pas toujours être entendus. A cela se mêlait un certain fatalisme, un sentiment de chacun pour soi qui ne favorisait pas l'investissement citoyen et collectif. Je me dois avant tout d'être disponible et à l'écoute des gens afin d'évaluer les besoins sur chaque quartier, besoins qui sont d'ailleurs souvent différents. Une autre de mes missions est de favoriser les contacts et le lien social entre les habitants ; le fait de créer du lien entre eux réduit les intolérances dues à la méconnaissance qu'ils ont les uns des autres.

NLA : Quelles actions ont été et sont privilégiées pour faire vivre la citoyenneté ?

FL : Les associations de Montoir et nos partenaires sont actifs. Ils étaient présents aux réunions qui ont eu lieu avec la déléguée du Préfet et les bailleurs sociaux concernant l'amélioration des logements. Aussi, nous allons faire en sorte que les habitants se réunissent autour de projets communs. Par exemple, j'ai proposé de mettre en place une exposition photo, celle-ci se voulant être un moyen pour que les habitants puissent se retrouver et s'emparer de l'élaboration d'un projet.

Nous avons fait un questionnaire qui sera diffusé à la fin de l'été afin de recenser les besoins de nos concitoyens dans chaque quartier, en matière de convivialité, d'environnement de proximité... Cette démarche sera suivie de réunions de quartier afin d'établir des priorités de travail avec les habitants. Il est surtout important de favoriser les liens entre les politiques et les habitants, nous faisons en sorte d'instaurer une relation de confiance, c'est un travail de terrain pour être toujours au plus près des montoirins.

Le but de toutes ces actions est de favoriser une prise d'initiative citoyenne. Mais cette prise d'initiative passe également par un travail d'information des habitants auxquels nous devons nous atteler. Nous devons leur donner les armes pour défendre et prendre en main l'intérêt collectif.



Françoise LASTENNET

Adjointe au Maire de Montoir de Bretagne chargée des quartiers et de la citoyenneté

L'activité

■ Rezé

Finances locales et contexte de crise

« **A bien des égards, nous sommes entrés dans une ère nouvelle. Une ère de crise d'un système, le capitalisme, avec son cortège d'inégalités et de politiques nationales d'austérité** » assure Yann Vince lors du débat sur les finances de la ville de Rezé. Les recettes apportées par la droite conduisent selon lui « **à accroître le profit au détriment de l'emploi, des salaires, au détriment de notre système de retraite par répartition et des dépenses publiques nécessaires aux politiques de solidarités que nous mettons en œuvre** ».

Ce contexte difficile pour les populations l'est donc aussi pour les collectivités mais la ville de Rezé poursuit 3 objectifs : une politique d'investissement maintenue à un niveau permettant de répondre aux besoins d'équipements de la population ; des indicateurs financiers sains ; un budget de fonctionnement qui permette la mise en œuvre d'un service public efficace et utile aux habitants.

Pour les communistes, la ville à tenu le cap en anticipant des évolutions financières bien incertaines pour les collectivités locales.

Comme le remarque l'élu « **Les élus communistes ont bien conscience de l'action politique qu'il nous faudra mener à gauche pour inverser le cours des choses, condition selon nous essentielle au redressement de la situation des collectivités locales qui réalisent plus de 70 % de l'investissement public** ».

■ Indre

La situation des Roms au point mort

Depuis l'automne dernier une cinquantaine de familles Roms se sont installées à Indre



sur un terrain privé appartenant à une filiale du groupe total. La municipalité, mais aussi les associations ont depuis leur arrivée fait en sorte de rendre leurs conditions de vie plus soutenables en installant l'eau, l'électricité, en organisant des collectes de vêtements... L'ensemble des groupes politiques de la majorité ont pris ce problème en main, la ville s'engage même à sédentariser quelques familles... Mais, pour René Oyer, conseiller municipal communiste de la ville d'Indre « **si l'on ne peut garder une population sur un terrain privé non viable, l'expulsion ne peut non plus constituer une politique** ». D'autant que les Roms désirent s'inscrire dans un processus d'intégration et de sédentarisation, ils souhaitent envoyer leurs enfants à l'école... pourtant ils continuent de vivre dans des conditions extrêmement précaires.

Pour l'élu communiste les premiers responsables de cette situation sont la communauté européenne, l'Etat et les pouvoirs publics. Afin de « **régler ce problème humainement, il faudrait au préalable réunir tous les responsables politiques, le préfet, les présidents du Conseil Général, de Nantes Métropole...** » et entamer un travail d'intégration ; mais pour l'instant ; l'Etat et l'Europe continuent d'ignorer le problème et la réalité sur le terrain.

■ Région

Campagne contre la réforme des collectivités

La région des Pays de Loire vient de lancer une campagne contre la réforme des collectivités territoriales et celle des finances locales qui de concert concourent à son asphyxie. Cela se traduit par la suppression de la TP, des transferts de charge mal compensés et le gel des dotations accordés par l'Etat.

Un compteur géant a été installé à proximité de l'hôtel de région ; **il illustre la dette de l'Etat envers la collectivité depuis 2004. La somme augmente de 46€ chaque minute. Depuis 2004 le manque à gagner pour la région est de plus de 85 000 000 et il est estimé à 100 millions d'euros pour les années 2010 à 2014.** Il est à noter que de son côté, l'association des Régions de France (ARF) dénonce également une réforme de la fiscalité qui s'attaque le plus durement à l'échelon régional, déroulant les incohérences et les pertes de recettes fiscales (plus de fiscalité directe, taxe non adaptées aux compétences...) qui se cumulent.

Autre enjeu relevé dans la campagne de la région, celui des compétences. Il apparaît que les futures métropoles vont avoir à leur charge des compétences hier dévolues aux départements et aux régions **renforçant ainsi ce que l'échelon régional réussissait à maintenir : l'équilibre entre les territoires urbains et les territoires ruraux.**

Cet enjeu de réforme est donc un enjeu pour les populations elles-mêmes ! Que ce soit la suppression de la compétence économique pour la région, la suppression de la clause de compétence générale qui permettait aux collectivités d'intervenir sur des domaines plus larges, la fin des financements croisés entre collectivités, la baisse des ressources, cela pose la question de l'avenir de l'intervention publique locale en direction des populations.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Réunion publique sur les retraites

Mercredi 16 juin : 20H00, salle de l'amicale laïque à Vallet.

Samedi 19 juin : Sous barnum, dans le quartier du château toute la journée.

Mercredi 23 juin : à 18H30 au foyer des jeunes travailleurs de Beaulieu.

Congrès national

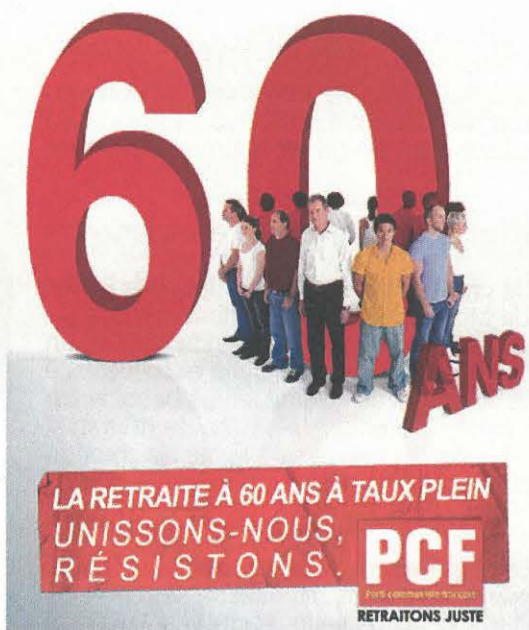
Congrès national d'étape du Parti communiste français, les **18 19 et 20 juin** à La Défense.

Journée de mobilisation intersyndicale

Judi 24 juin à 14H30

Ancenis : Sous-préfecture
Châteaubriant : Place de la mairie
Nantes : place du commerce
Saint-Nazaire : Ruban bleu

Bataille sur les retraites



Dans notre département, toutes les forces de gauche sont mobilisées pour combattre de manière unitaire le projet du gouvernement. **Des collectifs se sont créés à Nantes, à Rezé, à St Nazaire et dans le vignoble.** La réunion de ces collectifs locaux permet la réflexion et le travail en commun avec pour objectif la construction d'initiatives publiques.

Dans le vignoble, une réunion publique est prévue le 16 juin à 20H00, salle de l'amicale laïque à Vallet, à Rezé, un barnum va être installé dans le quartier du château pour permettre aux citoyens de venir débattre de la question des retraites toute la journée. A Nantes,

une autre réunion publique est prévue le mercredi 23 juin à 18H30 au foyer des jeunes travailleurs de Beaulieu.

Les militant(e)s communistes sont pleinement engagés dans la mobilisation populaire, l'organisation et la promotion des différentes initiatives qui vont se tenir. Un nouveau tract et une nouvelle affiche du PCF vont parvenir dans les fédérations à partir de la mi-juin.

Huma Hors série spécial retraites

L'Humanité hors série spécial retraites, outil indispensable à l'explication de la situation et du projet gouvernemental, à la prise de conscience et à la mobilisation populaire, a déjà été **vendu à plus de 400 exemplaires par les militants communistes de notre département.**

La vente militante de cette édition peut contribuer au rassemblement et à la victoire des forces progressistes contre l'attaque programmée de la droite et du patronat contre la solidarité intergénérationnelle.

Ce numéro est disponible à la fédération, pour le commander : 02 40 35 03 00.



- LES 7 MENSONGES DU GOUVERNEMENT ET DU MEDEF
- LES JEUNES ET LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE
- SALAIRES, EMPLOI, RETRAITE : DES PISTES POUR AUJOURD'HUI
- DES PROPOSITIONS POUR UNE RÉFORME PROGRESSISTE
- ANALYSES, ENTRETIENS, POINTS DE VUE.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
 Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE

Jérôme TURMEAU



Vite lu...

Résultats du tirage de la tombola de la fête des Nouvelles

N° 8380 : 1 week end gourmand pour 2 personnes.

N° 2721 : cadre photo numérique,

N° 8488 : 1 friteuse électrique,

N° 4996 : 1 TV LCD,

N° 7991 : 1 GPS,

N° 8363 : 1 Service à Fondue,

N° 7793 : 1 appareil de cuisson vapeur,

N° 7405 : 1 Lecteur DVD portable,

Tous ces lots sont à retirer aux Nouvelles de Loire-Atlantique, 41 rue des Olivettes 44000 Nantes, 02 40 35 03 00.

Nécrologie

Notre camarade Anne GUERIN, de la cellule Fortun à Rezé vient de disparaître brutalement. Ses camarades et sa section perdent une militante communiste attachante qui consacra de nombreuses années de sa vie aux autres, en particulier en tant qu'aide familiale au Château de Rezé. La rédaction des Nouvelles s'associe à la peine des siens.

C'est avec autant de tristesse que nous avons appris le décès de Roger Le GUEN, camarade de la section de Nantes. Nous présentons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.



Attaque unilatérale d'un convoi humanitaire : La barbarie n'a plus de limites

Par Ulysse Humbert

Après l'attaque de la « Flottille Internationale pour la Paix », le gou-

vernement israélien doit être traduit en justice devant un tribunal international ! La flottille, composée de six bateaux, transportait plus de 10.000 tonnes d'aide humanitaire, matériel de papeterie, matériel médical et matériaux de construction ainsi que des centaines de militants pour la paix de plus de 40 pays. L'assaut a été donné dans les eaux internationales et l'Etat Israélien fait état d'au moins 16 morts et 30 blessés. Cette attaque visant à s'opposer à la solidarité internationale n'est pas seulement un énième acte de barbarie contre le peuple palestinien mais aussi une preuve supplémentaire du mépris d'Israël envers le droit international et la justice. Cette attaque sur une flotte de ravitaillement humanitaire intervient après 4 ans de blocus total de la Bande de Gaza et après que la majorité des infrastructures civiles, comme les hôpitaux, les

écoles, les usines de traitement de l'eau et les usines, aient été réduits en poussière par l'opération « plomb durci » de décembre 2009. **Le silence des puissances occidentales en font des complices de ces barbaries.**

« Chaque peuple de notre planète a le droit d'être libre sans être inquiété par le terrorisme d'état. »

Nous exigeons que l'Union Européenne suspende toute relation avec Israël tant que ce gouvernement ne respectera pas le droit international et que les responsables ne seront pas traduits devant un tribunal. La JC exprime une fois de plus sa solidarité envers le peuple palestinien et nous soutenons son combat pour la liberté

et la construction d'un état Palestinien viable. **Chaque peuple de notre planète a le droit d'être libre sans être inquiété par le terrorisme d'état.**

Pour notre part nous continuerons notre campagne pour que la souveraineté du peuple palestinien soit enfin respectée, pour que les prisonniers politiques, entres autres Marwan B A R - GHOUTI et S a l a h HAMOURI, soient relâchés.

Pour le droit à la terre et à la Paix, **La Justice doit être rendue !**

